**Fiche projet**

Subside à l’infrastructure dans le cadre du Plan National pour le Reprise et la Résilience (PNRR)

Une fiche introduite par projet.

Sauf mention contraire, tous les champs sont obligatoires

**Fiche à envoyer à l’adresse mail :**

**projets.relance.social@spw.wallonie.be**

**Pour le 31 mai 2022 au plus tard**

Identification du demandeur :

Dénomination :

Adresse :

Code postal : Localité :

N° BCE (si connu) :

[ ]  Établissement d’utilité publique (Commune, CPAS, Intercommunale, Association chapitre XII, …)

[ ]  ASBL

*Personne de référence pour l’infrastructure :*

Nom :

Prénom :

Fonction :

N° de téléphone :

Courriel :

Identification du (futur) titulaire de l’agrément / gestionnaire :

Si différent du porteur de projet

Dénomination :

Adresse :

Code postal : Localité :

N° BCE (si connu) :

[ ]  Établissement d’utilité publique (Commune, CPAS, Intercommunale, Association chapitre XII, …)

[ ]  ASBL

*Personne de référence pour l’agrément :*

Nom :

Prénom :

Fonction :

N° de téléphone :

Courriel :

Agrément / Activité :

Type d’agrément ou activité du projet :

[ ]  Maison d’accueil [ ]  Maison de vie communautaire

[ ]  Abri de nuit [ ]  Accueil de jour

[ ]  Réseau de lutte contre la pauvreté [ ]  Service d’Insertion sociale

[ ]  Services et dispositifs d’accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre

[ ]  Relais social

Projet :

Notre projet est le suivant :

Pour le secteur de l’hébergement :

☐ Création d’une nouvelle structure de …………. Places (Minimum 10 pour les maisons d’accueil, minimum 4 pour les maisons de vie communautaires et les abris de nuit).

☐ Extension de capacité de …….. à ……. places agréées

☐ Création de …………. logement temporaire.

Pour les autres secteurs :

☐ Création d’un nouveau service

☐ Rénovation / extension d’un service existant

**Description du projet envisagé :**

Le demandeur est tenu de joindre à sa fiche projet une note de maximum 2 pages recto-verso décrivant le projet envisagé, il est notamment question de démontrer l’expertise du demandeur ou de son partenaire (s’il n’est pas le (futur) titulaire de l’agrément), l’orientation « bénéficiaire », l’intégration du service dans le réseau (partenariat), l’intégration de la dimension de genre, ainsi que les besoins à couvrir sur le territoire ciblé en fonction de l’offre déjà disponible.

**! Il s’agit d’une annexe à joindre obligatoirement !**

**Espace numérique :**

Un espace numérique pour le public visé (personnes mal logées, personnes sans-abri, personnes présentant des difficultés de santé mentale et/ou d’assuétudes, personnes victimes de violences conjugales et personnes migrantes) sera-t-il mis en œuvre ?

[ ]  Oui [ ]  Non

**Accessibilité :**

Décrire l’accessibilité du (futur) bâtiment via les transports en commun et/ou les partenariats mis en place. Préciser si le transport est gratuit. (Si l’espace ci-après est insuffisant, joindre une annexe)

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

**Type de projet infrastructure**(plusieurs choix possibles) **:**

[ ]  Achat d’un bâtiment

 Date d’introduction du permis d’urbanisme du bâtiment acheté :

 [ ]  Avant le 1er mai 2010 ou Inconnu

 [ ]  Entre le 1er mai 2010 et le 31 décembre 2013

 [ ]  Après le 1er janvier 2014

[ ]  Démolition complète et reconstruction d’un bâtiment.

[ ]  Transformation d’un bâtiment existant avec rénovation de plus de 25% de l’enveloppe chauffée du bâtiment.

[ ]  Transformation d’un bâtiment existant sans rénovation de plus de 25% de l’enveloppe chauffée du bâtiment.

[ ]  Construction d’un nouveau bâtiment.

*Pour les projets portant sur des activités existantes :*

Le bâtiment faisant l’objet de la présente fiche abrite-t-il déjà les activités visées ?

[ ]  Oui [ ]  Non

Si oui, le bâtiment présente-t-il de graves problèmes de stabilité, de salubrité ou a-t-il été sinistré à plus de 50% dans le cadre des inondations de juillet 2021 ?

[ ]  Oui [ ]  Non

Si non, l’activité fonctionne-t-elle actuellement dans des structures provisoires (type container aménagé) ?

[ ]  Oui [ ]  Non

**Estimation budgétaire :**

Travaux : estimation hors TVA et frais généraux = travaux seuls, hors études, coordination, essais préalables…

Achat : estimation de l’achat hors frais de notaire et droits d’enregistrement

|  |  |
| --- | --- |
|  | Montant (€): |
| Coût d’achat immeuble (1) :  |  |
| Coût des travaux – abords compris, si nécessaire (HTVA) (2) :  |  |
| Coût de l’espace numérique (Mobilier et équipement) (3) : |  |
| Total de l’estimation (1) + (2) + (3) : |  |

Pour les projets relatifs aux places d’hébergement, le bâtiment date-t-il de plus de 10 ans (taux de TVA à 6%) ?

[ ]  Oui [ ]  Non

Quel est le montant minimum du subside au deçà duquel vous renoncez à votre projet ?

Subside de minimum : ………………………€.

POUR RAPPEL : la subvention étant octroyée sous la forme d’une enveloppe fermée, calculée sur la base des estimations renseignées, il est de votre intérêt d’estimer le plus correctement possible le coût de votre initiative.

Déclaration sur l’honneur :

Nous soussignés, autorisés légalement à engager l’organisme demandeur, attestons :

1. avoir pris connaissance de l’ensemble des conditions du présent appel à projets et nous engager à les respecter ;
2. avoir pris connaissance de l’ensemble des dispositions et normes fixées pour l’agrément des activités visées par le présent appel à projets et nous engager à réaliser l’investissement projeté dans le respect intégral de ces dispositions et normes ;
3. avoir pris connaissance de l’ensemble de la législation applicable en matière de marchés publics et nous engager à nous y conformer intégralement ;
4. être titulaire d’un droit réel de propriété, d’emphytéose ou de superficie sur le bâtiment ou le terrain à aménager pour une durée minimale, à dater de l’introduction du présent programme d’investissements, permettant de maintenir l’activité pour la période fixée dans les conditions de recevabilité ;

ou

si ce projet nécessite l’achat d’un immeuble, disposer d’un compromis de vente ou d’un acte d’adjudication approuvé par les organes compétents ;

1. avoir la capacité d’assurer la charge financière non subsidiée de l’investissement ;
2. que le programme d’investissement faisant l’objet de la demande a été totalement validé et approuvé par les organes compétents ;
3. [ ]  ne pas avoir sollicité ou obtenu une quelconque intervention financière, pour la réalisation du même investissement, en application d’autres dispositions réglementaires ou contractuelles,

ou

[ ]  avoir sollicité ou obtenu une intervention financière, pour la réalisation du même investissement, en application des dispositions réglementaires ou contractuelles suivantes :

……………………………………………. Montant : …………………………

1. nous engager à ne pas modifier l’affectation de l’établissement sous peine de remboursement des subsides au prorata de l’amortissement ;
2. que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire sont exacts et complets.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom |  | Nom |
|  |  |  |
| Prénom |  | Prénom |
|  |  |  |
| Fonction |  | Fonction |
|  |  |  |
| Date |  | Date |
|  |  | / |  |  | / |  |  |  |  |  |  |  | / |  |  | / |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Signature |  | Signature |
|  |  |  |